

print

Algérie sous le double choc monétaire et identitaire. Soumission ou déstabilisation.

De [Cherif Aissat](#)

Global Research, septembre 11, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/algerie-sous-le-double-choc-monetaire-et-identitaire-soumission-ou-destabilisation/5401168>

Avant propos

Le Centre de recherche sur la mondialisation a publié nos analyses sur la situation en Algérie. Dans la présente et afin d'éviter des reprises inutiles, nous nous limiterons à reprendre le noyau de chacune d'elles et les styliser. Ensuite nous lui ajouterons des éclairages et des références additionnelles.

Cette analyse sera synthétique. Elle portera sur le processus de soumission de l'Algérie à l'ultralibéralisme par un choc monétaire où à sa déstabilisation par un soulèvement alimenté par une raison-cause identitaire.

Les deux déboucheront sur un choc interne qui induira de violences dans ses formes ordinaires ou nouvelles, les intercommunautaires, qui seront alimentées par les déséquilibres démographiques et économiques, autrement dit par une aggravation des inégalités, accroissement de la pauvreté ou une appartenance ethnique et culturelle.

Pour montrer cette relation instrumentale entre la crise monétaire algérienne et ses conséquences, l'identité anthropologique amazighe (berbère) et l'économie politique internationale avec son essor ou déclin, nous aborderons cette analyse, d'abord, par les instruments de la Coopération internationale et, ensuite, par ceux des Relations internationales.

Instrument de la Coopération internationale

Lors de son Examen périodique universel qui a eu lieu lors de la neuvième session du Conseil des droits de l'homme tenue en 2008 [1]; l'Algérie a mandaté une délégation de pas moins de vingt-trois (23) personnes dirigée par Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères.

Dans son Rapport final, dans les points 4 et 44, c'est l'Allemagne qui a fait des observations/recommandations et dans le point 52, c'est l'Égypte qui s'est exprimée. L'Allemagne s'est penchée sur la question des détenus et exécutions extrajudiciaires pendant que l'Égypte s'est souciée de l'émigration, l'immigration et des droits du travail (selon l'Organisation internationale du travail) des migrants.

Dans l'illustration que nous avons résumée ci-dessus, la première lecture qui peut être faite est celle relative aux coûts irréversibles engagés par l'État algérien. Dans un calcul à la louche : 23 délégués * 6000 \$ (frais de séjours, transport et assurances par délégué) donne 138.000 \$. Multipliés par un taux de change nominal d'un dollar pour 82,80 DA, le coût total est de 11.426.400 DA, soit 1,142.640 milliards de centimes.

Pour le nombre de délégués, des lecteurs penseraient que la délégation est pléthorique.

Lecture en Coopération et Relations internationales: un instrument, l'Examen périodique universel, en application du Droit humain international composé de la

Déclaration universelle des droits de l'homme, Pactes et Protocoles internationaux **ratifiés** par l'Algérie, mis en œuvre par un organe subsidiaire de l'ONU, le Conseil des droits de l'homme (CDH) sur rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (département) qui relève de l'un de ses organes principaux, le Secrétariat, a passé en revue la situation des droits humains en Algérie.

Cet examen se déroule selon un emploi du temps chronométré. Le chef de la délégation algérienne fait une présentation dans un temps imparti (trente minutes en général) de ce qui a été fait des recommandations précédentes et les chantiers en cours.

Certains délégués seront passés à l'épreuve des questions (très) simples sur des points précis exigeant des réponses (très) courtes. S'ils ne sont pas habitués à ce genre d'entretiens et si des difficultés de communication compliquent la situation; ils vont transpirer. Une fois rentrés en Algérie, des sanctions, des rodomontades pourraient tomber sur certaines têtes, voire plus.

Après lecture du Rapport de l'État algérien par le chef de la délégation, ce sera le tour de celui préparé par la Troïka mandatée par le CDH composée de trois personnalités de haut niveau plutôt politique. Ce dernier s'appuie sur ou est alimenté par des documents écrits, témoignages verbaux ou audiovisuels. Il sera confronté à la version officielle, régaliennne, celle de l'État algérien.

Les sources d'informations de la Troïka peuvent être des partis politiques, forums nationaux et internationaux, victimes, procès judiciaires, saisines du CDH par les victimes quand toutes les voies de recours sont épuisées, organisations internationales non gouvernementales (ONG), groupes communautaires locaux (GCL) ou personnalités. **Les ONG et GCL sont importants dans la suite de cette analyse.**

À la fin de la cession du Conseil, sont rédigées des recommandations qui peuvent être acceptées ou rejetées par l'Algérie.

Dans cette première partie, est décrit le processus global qui jalonne l'Examen périodique universel d'un pays par le CDH qui a lieu au deux ans.

Dans le cas de l'Algérie et même d'autres pays, les populations réservent un accueil mitigé au Rapport du CDH. La raison est: le CDH est un organe **subsidiaire** dans l'organisation des Nations Unies; il est dépourvu d'instruments de coercition et de sanction. Ses conclusions relèvent plus du moral formel **qui peuvent être instrumentalisées par des parties intéressées.**

Quant à son exploitation par les pairs, c'est-à-dire les autres États, c'est ce que nous montrerons dans la suite de cette analyse à travers l'impact sur la balance des paiements et les négociations de l'Algérie dans le domaine des relations internationales et économie politique internationale.

Impacts sur les relations bilatérales et balances de paiements

Dans l'Examen signalé ci-dessus et pour le cas de l'Égypte, sans oublier la matérialisation de la qualité des relations bilatérales par les réactions des amateurs de football, malgré toutes les apparences formelles aux yeux des opinions publiques algérienne, égyptienne et internationale, malgré les sourires et poignées de mains de circonstances, l'Égypte recourra au CDH soit pour anticiper une crise avec l'Algérie ou en débloquent une. Dans ce cas précis et qui se rapporte au travail des migrants, il s'agirait du transfert de la partie monnaie internationale des revenus des expatriés égyptiens en Algérie par la Banque centrale nationale au profit de l'égyptienne.

La situation de blocage pourrait avoir comme origine des erreurs cumulées des économes des lycées et collèges dans lesquels travaillent des enseignants égyptiens ou un conflit d'une autre nature dans lequel l'Algérie utilise ce moyen de coercition on contraignant contre l'Égypte.

Cette situation montre le dysfonctionnement des organisations internationales interarabes comme la Ligue arabe, l'Union du Maghreb arabe ou interafricaines comme l'Unité africaine ou la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et leurs incapacités à gérer des « bobos » diplomatiques. Elle rend compte aussi de la faiblesse de ses instruments de résolution de conflits et des méfiances réciproques des chefs d'États et de l'absence d'instruments de négociations et de médiations informels.

En recourant à cet instrument; l'Égypte verrait sa balance des paiements créditée et celle de l'Algérie débitée d'un montant qui sera imputé au compte des transferts de revenus. Dans la littérature, il est aussi lu ou dit, la balance des invisibles. Avec uniquement cet élément, rien ne peut être avancé sur les capacités de financement des deux pays car d'autres variables interviennent dans cet instrument de bouclage international qu'est la balance.

Focus : l'Égypte, en s'appuyant sur un mécanisme international relatif aux droits humains, utiliserait une forme d'analyse qui s'apparente à la méthodologie Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats (SWOT) ou Economic, Social, Technical, Environmental and Legal (PESTEL). À chaque fois que la balance des paiements internationaux est invoquée, le lecteur doit penser systématiquement aux taux de change nominal, effectif réel et d'équilibre du dinar algérien par rapport aux autres devises. La balance étant le reflet de la capacité de financement de l'Algérie de ses dépenses et investissements.

Relations internationales : impacts de l'EPU du CDH sur l'Algérie

Dans la partie précédente portant sur la Coopération internationale, nous avons cité l'Allemagne à travers ses recommandations dans les points 4 et 44. Pour la suite, nous esquisserons **dans une configuration hypothétique** les conséquences (des observations allemandes) sur les Relations internationales de l'Algérie, en montrant l'effet, cette fois-ci, sur toute la balance des paiements, les enjeux énergétiques et en introduisant le facteur identité amazighe.

Exceptionnellement, quand l'énergie sera intégrée dans l'analyse, un retour vers un instrument de coopération internationale mis en œuvre par la Banque mondiale sera utilisé comme ressource pour la démonstration.

Durant la treizième session du CDH de mai – juin 2012 distribué en mars (2012), dans la Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le point 49 du paragraphe J, est formulé comme suit :

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé à l'Algérie de reconnaître l'amazigh comme langue officielle et d'intensifier ses efforts pour assurer l'enseignement de la langue et de la culture amazighes dans toutes les régions et à tous les niveaux d'enseignement. [2]

L'Allemagne a fait des observations/recommandations sur les détenus et exécutions extrajudiciaires.

En le précisant, dans une configuration hypothétique, nous allons considérer que l'Allemagne est l'initiatrice de la recommandation sur l'enseignement de tamazight dans le point 49 du paragraphe J.

La France a initié la création de l'Union pour la Méditerranée (UPM). L'Allemagne s'est opposée fermement à une telle initiative parce que, de son point de vue, ces deux pays faisant partie d'une union économique qu'est l'Union européenne (UE), l'Allemagne doit avoir les mêmes privilèges que la France en termes d'accès aux marchés de ce bassin. Le gain de cause allemand est visible dans le projet récent d'installation d'une usine de fabrication d'automobiles Mercedes comme Renault.

Via la fondation Desertec, l'Allemagne a lancé une initiative pour l'exploitation de l'énergie solaire dans le désert algérien. Un projet d'énergie propre avec une matière première gratuite. Après moult renversements, ce projet n'a pas abouti.

Dans une puissante offensive conduite par d'anciens responsables algériens du secteur de l'énergie, l'exploitation des gaz de schiste est devenue d'importance capitale pour le devenir de notre patrie.

Dans une contre-offensive assise sur des contributions d'universitaires et animée par un groupe dans lequel activait des journalistes devenus visibles dans d'autres mouvements de protestation, un recul des autorités publiques a été observée.

Dans ses mécanismes de coopération internationale, la Banque mondiale a mis en œuvre des mécanismes pour l'étude et l'évaluation des impacts sur les populations et environnement. À cette fin, elle conditionne ses subventions et prêts pour les projets risqués par **l'exigence d'une étude sur les impacts environnementaux** pour ceux classés dans la catégorie [A et B](#) ou un examen préalable ([Principes de l'Équateur](#)). Pour éviter toute polémique et additivement à ces mécanismes, l'Algérie aurait pu aussi solliciter l'Organisation **Carbon Disclosure Project** basée à Londres dans le choix des compagnies qui agiront sur le territoire national. Dans le cas de l'exploitation des gaz de schiste, aucune information ne mentionne une telle initiative de la part de l'Algérie.

Par une sémantique linguistique exploration et non exploitation, l'opération a été relancée et l'Algérie a fait ses premières extractions en plus de projets d'exploration/exploitation pétrolifères en off-shore.

La tension sur les gaz de schiste est retombée, les animateurs de la protesta sont au silence. Nous déduirions que leurs objectifs et motivations sont autres et versatiles.

Que ce soit avec les gaz de schiste ou l'énergie solaire, la balance des paiements internationaux de l'Algérie sera bousculée, cette fois-ci, par le jeu de l'offre et demande sur le dinar algérien qui va automatiquement fluctuer dans les « limites » fixées par la Banque centrale sans pouvoir toucher aux contrats sur les exportations de l'énergie qui sont négociés sur des prix à terme qui peuvent renégociés en plus de la couverture sur les risques de change qu'ils prennent.

À travers ce changement de cap dans le type d'énergie à exploiter et commercialiser en Algérie, c'est la pression dans les relations internationales qui doit être comprise. Le quatuor Angleterre, USA, France et Canada est plus lourd que l'Allemagne, qui pour rappel, a fait des recommandations au CDH/ONU et parmi elles, il y a la question identitaire que n'a jamais soulevé la France au sein des instances internationales onusiennes.

C'est aussi la preuve que la transition énergétique est un problème occidental avec les emplois dans toutes ses industries en particulier l'automobile et l'aviation qui constituent un poids lourd dans les décisions politiques et commerce international de ces pays et en particulier dans celles des USA.

Si l'Algérie a pris cette initiative, elle aurait créé une dynamique avec d'autres pays ayant des déserts et l'effet sur les marchés mondiaux. L'effet aurait été tel que les

flottes maritimes de l'OTAN auraient occupé définitivement les mers nord-africaines ou envoyer quelques...drones!

Quant au non choix de l'Allemagne par l'Algérie, un faisceau de raisons peut être invoqué : 1) les affinités idéologiques, politiques et matérielles de l'Algérie avec les autres pays de l'OTAN-membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (CS/ONU), 2) tout comme le Japon, l'Allemagne n'est pas membre du CS/ONU; ces deux pays sont désignés comme **ennemis** dans la Charte de l'ONU dans son article 107 [3], 3) chute de l'URSS et faiblesse de l'Organisation des pays non alignés, 4) inexistence d'une coordination africaine pour la valorisation des énergies conventionnelles et non conventionnelles, 5) inexistence d'une monnaie unique pour la négociation des prix de l'énergie laquelle a été proposée par la ...Libye.

Note: en citant l'Allemagne et le Japon, leur accession au CS/ONU est un facteur de blocage de sa réforme. Pour l'Afrique, au forceps, après tergiversations de l'Algérie, Nigeria, Égypte et Sénégal, ont trouvé un compromis à la réunion de Syrte en...Libye [4]. Si la réforme du CS avait abouti, l'ONU aurait plus de moyens pour devenir l'ange de la paix.

Focus : le quatuor Angleterre, USA, France, Canada en utilisant plutôt la diffusion de la puissance via les Relations internationales a réussi à éliminer la Chine et l'Allemagne de la course aux gros investissements économiques en Algérie. Il a réussi à imposer à l'Algérie une plus grande ouverture de son commerce international en dévaluant encore le dinar et en s'ouvrant davantage aux investissements directs étrangers (IDE). La question identitaire en Algérie demeurant toujours posée au niveau du CDH/ONU.

Conjoncture internationale : vue d'ensemble

Pour Paul Krugman, trois blocs économiques mondiaux (ou les Triades, ALENA, UE, ASEAN et c'est nous qui précisons) sont une configuration dans laquelle les équilibres et l'amélioration des biens-être sociaux sont difficiles à concilier.

L'Union européenne est dans un équilibre économique stationnaire et forme une zone monétaire non optimale. Sa perspective est binaire : élargissement ou éclatement avec révision des taux de conversion à l'euro des anciennes monnaies nationales.

Avec un euro à 655 FCFA environ, ses richesses naturelles, sans la zone CFA, chasse gardée de la France, ce pays aurait vécu une crise pire que celle du Portugal, d'Espagne et de la Grèce. C'est pour cette raison qu'il est parti en guerre au Mali, Centrafrique et Libye avec l'aide des USA et du Canada.

À cause de l'échec des quantitative easings (Q1, Q2 et Q3) aux USA, la création de la Banque du Sud avec comme têtes de file la Chine et la Russie, l'abandon des pétrodollars, la guerre mondiale des monnaies est devenue plus visible et sera sanglante. Une des conséquences : tous les pays disposant de réserves monétaires et aurifères aux USA sont pris en otage.

Ne pouvant rien faire face à cette situation, les pays dépendants de ces réserves comme l'Algérie pour les besoins de nourriture, la question identitaire sera le détonateur dans les conflits et guerres à venir avec comme explosifs d'abord l'aspect **racial, anthropologique et linguistique**, ensuite l'économique et social ou à un degré moindre religieux malgré toutes les apparences.

Dans cette guerre des monnaies, c'est l'avenir de la Banque mondiale, Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce qui est en jeu.

La série de conflits internes internationalisés au Moyen Orient confirme que la

Ligne rouge séparant deux blocs économiques recherchant la domination au sens diffusion de la puissance telle que théorisée par feu Susan Strange est dans cette région, la région centrée autour de la Turquie.

Il est attendu la création d'un bloc incluant l'Indonésie et le Pakistan qui remplacera l'ancien Pacte de Varsovie avec un obstacle à surmonter: sa dotation d'une force militaire.

La Libye : son environnement international

La situation en Libye pèse et pèsera sur l'Algérie, c'est pour cette raison que nous rédigeons cette partie.

Actuellement, ce pays voisin est dans une situation de chaos à cause de la résurgence du tribalisme pour cause de densité populaire au nord, disparités démographiques à l'intérieur dues aux migrations et nous mettons en relief les composantes amazighe et arabe de sa population qui ressemblent aux algériennes.

Le noyau de la crise libyenne est l'ignorance des Libyens qu'ils ont perdu le contrôle de leurs instruments de souveraineté : le territoire, leurs richesses naturelles, la Banque centrale, leurs réserves de change et certains de ses instruments internationaux et la Résolution 2095 [4] du CS/ONU dans son point sur le Gel des avoirs est explicite.

Si le CS/ONU a mandaté la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) pour agir en Libye, aucune mission en rapport avec les Chapitre 6 et 7 de la charte des Nations Unies relatifs à la paix et sécurité ou droit international humanitaire, n'a été mise en œuvre. Aucun programme de désarmement, démobilisation et réintégration, connus sous l'acronyme de DDR n'est exécuté. (Le nombre de R est illimité. Chaque R est destiné à toute opération comme : la réinsertion, le rapatriement, réhabilitation ou tout action commençant par la lettre R). De plus, aucun mécanisme de justice transitoire, le vocable transitionnelle est aussi utilisé, n'a été mis en œuvre.

Les questions majeures et qui impacteront toute la région du Sahel et l'Algérie sont sa partition avec une attention particulière la zone au sud-est à partager entre le Soudan et le Tchad qui pourrait devenir un no man's land, la Tripolitaine, le contrôle de la bande d'Aouzou et ses richesses naturelles, ces deux régions pouvant déborder sur l'Algérie.

À terme, toute intervention ou participation militaire de l'Algérie sera risquée pour la paix et la fraternité entre les peuples. Il faudra penser au jour où les conflits internes se tasseront et règlements de compte internationaux entre les Algériens et Libyens qui s'en suivront.

Avant et après les élections

Avant l'élection présidentielle et durant la campagne électorale, la situation financière de l'Algérie était louée et c'est le contraire juste après. Durant cette campagne trois candidats expatriés issus des milieux d'affaires ont concouru, eux qui savaient qu'une élection en Algérie et même ailleurs ne se gagne pas avec un site internet, quelques émissions de radio et articles de presse ou tournées dans les quartiers de la Capitale. Ils ont donné le tempo à l'orientation économique, l'ultralibérale. Après les élections, la position financière de l'Algérie est devenue un drame national, un danger menaçant l'intégrité du pays.

Actuellement, l'orientation ultralibérale est consacrée avec une énième dévaluation du dinar.

La trappe de liquidités financières et la spirale des salaires-inflation

“It’s contrary to common sense to suppose that such could be the market value, unless the price was estimated in a depreciated medium”. David Ricardo. In The principle of political economy and taxation. p 44.

Avec l’ensemble des mécanismes de financements pour l’aide à l’investissement via l’Agence nationale pour le soutien à l’emploi des jeunes, l’Agence nationale de développement de l’investissement, les aides pour l’acquisition ou construction de logements sans intérêts, ni impôts avec étiolement des capacités de remboursement des bénéficiaires, la spirale de l’augmentation des salaires sans maîtrise de l’inflation, l’Algérie est dans une trappe de liquidités financières. Cette trappe est et sera la cause de soulèvements populaires parce qu’elle n’a pas répondu à deux objectifs : la réduction du chômage et l’amélioration du bien-être social. Elle a engendré un « embourgeoisement » d’individus sans plus.

En plus, des incendies d’usines se sont produits en Algérie; sans l’affirmer à cause de la structure de leur capital et du poids des actionnaires votants, il est constatable que ce sont les marques réputées asiatiques qui sont les cibles.

Apparition des mouvements autonomistes et contestataires

Dans des conjonctures internationale et nationale troubles et complexes, des mouvements autonomistes identitaires, contestataires de chômeurs et d’étudiants et ceux dits de la société civile ou (GCL), la vie au quotidien en Algérie risque de virer à l’enfer populaire, social et économique.

Les archaïques théories économiques et les risques sur l’Algérie

« The issue today is not whether the great conservative ideas once had appeal or a foundation in reputable theory. The issue is whether they have a future”. James Keneth Galbraith in The Predator State: How Conservatives Abandoned the Free Market and Why liberals should too. The predator state. P 5.

Le monétarisme dont les vertus curatives pour une économie n’ont jamais été démontrées, la trappe de liquidités financières en plus de l’environnement régional constituent un risque élevé pour le pays.

Pour réduire la trappe des liquidités financières, la surévaluation de la monnaie algérienne pour rendre les exportations plus chères parce qu’elles sont intensives en devises, main d’œuvre sous-payée qui abaisseront l’inflation, réduire le volume de la dette, rendre plus chères les importations en limitant aux produits essentiels et durables et préserver les réserves de change; des investissements massifs dans la santé et l’éducation par la construction d’établissements scolaires, universitaires et centres de recherche avec un allongement de la durée de la scolarité sont une solution.

La corrélation instrumentale entre l’ouverture économique et la question identitaire en Algérie

Que ce soit en 1980, 1985 et 2001, les manifestations et émeutes populaires avec au devant l’identité amazighe ont toujours coïncidé avec des changements structurels dans les orientations économiques et monétaires de l’Algérie.

La solution à défaut de l’enfer

La renaissance de l’amour de la patrie passe l’adhésion du peuple s’il sait que c’est son unique salut qui doit être nourri par une double éthique : celle de la conviction et de la responsabilité.

Pour cela, il faut inverser les politiques économiques et monétaires et faire de

l'identité nationale un patrimoine plus important que le PIB. Et le salut demande un hymne national bilingue, en arabe et tamazight.

Cherif Aissat

Cherif Aissat : Étudiant en 2^{ème} année économie à l'Université de Montréal.

S'inscrit dans la pensée économique humaniste. Inspiré par Thorstein Veblen, John Kenneth Galbraith, John Rawls et Mohamed Arkoun. Se définit comme un anti-rationaliste et anti-marginaliste en économie.

Sources d'informations

[1] Organisation des Nations Unies. *Examen périodique Universel. Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel Algérie.* <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/129/72/PDF/G0812972.pdf?OpenElement>.

Conseil des droits de l'homme.

[2] Organisation des Nations Unies. *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme. Algérie.* <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/124/80/PDF/G1212480.pdf?OpenElement>. Conseil des droits de l'homme.

[3]. Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies.* <http://www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf>

[4] : Nations Unies. *Résolution 2095 (2013).* http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2095%282013%29. Conseil de sécurité.

[5] Western Sahara Resource Watch. *Irish oil company wants to speed up oil hunt.* <http://www.wsrw.org/a141x1072>

[6] San Leon Energy. <http://www.sanleonenergy.com/french-at-a-glance.aspx>

Autres sources d'informations.

[1] Conseil des droits de l'homme. *Document final de l'examen périodique : Algérie.* <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/G12/175/78/PDF/G1217578.pdf?OpenElement>

[2] Conseil des droits de l'homme. *Rapport du groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Algérie.* <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/149/79/PDF/G1214979.pdf?OpenElement>

[3] Conseil des droits de l'homme. *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme.* <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/124/80/PDF/G1212480.pdf?OpenElement>

Nos publications précédentes en rapport avec les questions clés.

Par le Centre de recherche sur la mondialisation

[1] *L'adhésion de l'Algérie à l'OMC : descente dans l'enfer du droit et de la concurrence ou catapulte vers la jungle du commerce mondial.*

<http://www.mondialisation.ca/ladhesion-de-lalgerie-a-lomc-descente-dans-lenfer-du-droit-et-de-la-concurrence-ou-catapulte-vers-la-jungle-du-commerce-mondial/5313851>

[2] *Exploitation des gaz de schiste en Algérie ou la destruction de son avenir social et économique.* <http://www.mondialisation.ca/exploitation-des-gaz-de-schiste-en-algerie-ou-la-destruction-de-son-avenir-social-et-economique/5383829>

[3] Algérie. Révision de la Constitution : soumission à l'ultralibéralisme et au club Bilderbeg. <http://www.mondialisation.ca/algerie-revision-de-la-constitution-soumission-a-lultraliberalisme-et-au-club-bilderbeg/5388795?print=1>

Sur Maghreb Emergent

[1] L'économie informelle en Algérie : management et utilité. <http://www.djazairress.com/fr/maghrebemergent/16683> (publié initialement par Maghreb Émergent).

[2] Essai pour la définition de la Ligne rouge en Relations internationales. (lien inactif).

Conférences-vidéos:

[1] Université de Montréal. *Impacts économique de la langue tamazight en Algérie.* <https://www.youtube.com/watch?v=tJqxVt1Xrt0>. Avril 2014.

[2] Centre culturel algérien. *L'accession de l'Algérie à l'OMC.* <https://www.youtube.com/watch?v=fRFbjd93DKo>. Décembre 2013.

Copyright © 2014 Global Research